



En annonçant mardi 9 juillet, encore et toujours par voie de presse, sa décision de dérembourser les médicaments homéopathiques, la ministre des Solidarités et de la Santé

porte

un coup extrêmement dur

à la liberté de choix des patients

, en m

ême

temps qu

,

elle

choi

sit de mépriser

la pratique

quotidienne

de milliers de médecins

engagés

au service de

leurs

patients

, qui ne sont nullement des malades imaginaires

.

Le plus souvent, ces patients sont venus consulter un médecin

homéopathe

après avoir été traité

s

parfois

sans succès par

d

,

autres thérapeutiques, souv

ent sur recomm

andation

médicale, et

leur

confiance

envers

leur

médecin

homéopathe se transmet

ensuite

sur plusieurs générations.

Le SNMHF (Syndicat national des médecins homéopathes français) dénonce le climat insidieux dans lequel ce déremboursement a été orchestré, prélude à une volonté clairement affirmée par certains « leaders médicaux » d'éradiquer toute approche médicale alternative, comme si l'evidence-based medicine constituait le socle incontournable de la pratique médicale. Le SNMHF affirme au contraire que si la médecine est une, les thérapeutiques sont plurielles. Qui peut s'arroger le droit d'exclure une approche thérapeutique sans considération de l'avis des premiers intéressés, les médecins et leurs patients, et transformer peu à peu la médecine en un champ de connaissances monolithiques ? L'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) n'invite-t-elle pas les États à soutenir et à encadrer l'intégration des différentes thérapeutiques [1] ? C'est le chemin inverse que prend la France.

Le SNMHF dénonce tout particulièrement le simulacre d'évaluation auquel s'est livrée la Haute Autorité de Santé,

n
,

accueillant aucun
expert de l'homéopat
hie
au sein de
s
a commission

,
ne retenant que les crit
ères
applicables aux médicaments cl
ass
ique

s
alors que
la pratique homéopat
hique
impose
une a
pproche spécifique

.
Ce
choix
laisse
penser que la décision
de déremboursement
était prise d
ès le départ

mais

avait besoin d

,

un

habil

|

age

pour être justifiée

.

«

Au nom de la science

», |

a HAS a évalué

|

,

homéo

pathie

au mépris des règles de prescripti

on

propres

à cette thérapeutique

, dans

une procédure e

ntachée

d

,

irrégularités

et de fuite

s

d

istillées au

rythme

des prises de

parole

politiques

, sur fond de campa

gne

trop souvent

haineuse

et toujours méprisante

sur les réseaux sociaux

.

Le SNMHF constate que cette mauvaise décision est prise alors que d'importants problèmes d

e s
anté publ
ique
s
,
int
ensifient
, comme
la iatrogénie
et
le mésusage des médicaments courants
,
la difficulté de trouver un méde
cin de proximité
,
|
,
antibiorésistance
et
les soins donnés aux animaux d
,
élevage
...
La médecine conventionnelle est
certes
irremplaçable, mais elle co
nna
ît de
s crises profondes auxquelles
la thérapeutique homéopathique
apport
e des réponses
.

Le déremboursement pénalisera non seulement les patients, certains parmi les plus modestes,

mais
entraîner
a
un
déplacement
de la cons
ommation vers des médicaments pl
us

lourd

s

,
présentant des risques iatrogéniques plus élevé

s

, engendrant

de n

ouvelles dépenses pour l

,

Assu

rance maladie.

Par ailleurs, il semble évident que

l

a

menace

de

sortir l

,

homéopathie du champ strictement médical qui est le sien en France depuis

9

0 a

ns,

comp

orte le risque de voir se déve

lopper des pratiques non médicales pot

entiellement dangereuses pour les patients.

Il est dès lors permis de se demander à qui profitera cette décision aberrante. Le financement d
es innovations médicales

, argument déplo

yé

par l

a ministre,

ne tient aucun compte de

ces

dépôts

de

prescription

.

Le gouvernement

dispose

en effet

d

,

une
manne
:
engager
une
action publique qui perme
ttrait de diminuer
les
23
500 tonnes de
méd
icaments inutilisés par les particuliers
,
soit
7 milliards d
,
euros
(source
:
Cyclamed).

Le Syndicat national des médecins homéopathes français recommande aux 74 % de Français
attachés à la thérapeutique h oméop
thiqu
a
e de
continuer à
se manifester en s
ign
ant la pétition
#MonHomeoMo
nChoix.fr
, qui a déjà recueilli
plus
de
1
,2 million de
signatures à ce jour.
Ces patients se sont
mobilisés en faveur du
maintien du remboursement
et ont été
soutenus par de nombreux élu
s
.

Comme eux, les médecins
homéopathes

r

est

ent

plus que jamais

mobilisés

pour préser

ver la place de l

,

homéopathie dans l

,

offre de soins

.

Les millions de Français qui se soignent par homéopathie ont la preuve de son efficacité.

Les médecins qui les soignent

poursuivront

leur

tâche de professionnels

de santé pour répondre à leurs besoins

www.mohomeomonchoix.fr